



L'«Y» basque

3 février 2006, Alain Rousset qui reçoit J. J. Ibarretxe, tentant de débloquer le projet du TGV Tours/Bordeaux, lance: «L'Aquitaine est prête à apporter 300 millions d'euro». Les départements invités à suivre le pas, paraissent plus discrets. La région Midi-Pyrénées ne se décidera à mettre la main à la poche que si le TGV arrive simultanément à Toulouse... On parle, on parle, le bouclage financier n'est toujours pas assuré pour un démarrage des travaux en 2007.

24 avril, les gouvernements basque et espagnol signent un accord pour la réalisation du «Y» basque. Les travaux démarreront avant la fin de cette année 2006 pour être terminés en 2010. Entrée en exploitation, 2011. Coût 4,178 milliards d'euro. Longueur du tracé 172 km dans un relief montagneux nécessitant 80 tunnels et 71 viaducs. On mesure ici tout autant l'ampleur du projet que la détermination du gouvernement basque au regard du surplace des institutions françaises pourtant tout aussi directement liées à la réussite de cet axe ferroviaire Atlantique considéré stratégique par Bruxelles.

A l'aune de la réalisation de cette infrastructure internationale commune à la France et à Euskadi, on mesure les capacités contrastées de chaque partenaire. Ici on vit sous la tutelle de Paris dont on attend les décisions politique et financière, la collectivité territoriale jouant à la marge pour un simple accompagnement. Là on a le pouvoir de lever la totalité de l'impôt et de décider le maillage des transports d'un territoire. L'Y basque ne sera donc pas seulement un lien avec l'Europe mais tout autant la mise en réseau des trois capitales, Bilbao, Gasteiz et Donosti, les mettant à une demi-heure l'une des autres. Cela répond à une donnée de base, Euskadi n'est au fond qu'une grande ville dont 67% de la population sont urbains. Il rééquilibrera aussi le transport des marchandises de la route vers le rail puisqu'il sera mixte voyageurs/frêt et

roulera à la vitesse moyenne de 220 km/heure. Entraîné par la politique espagnole du tout routier —80% du trafic marchandises— Euskadi se doit de combattre l'asphyxie des murs à camions et tenter de se rapprocher de la norme européenne, si ce n'est de celle de la Suisse —37%— comme elle petit pays de transit international. Enclavée au cœur de l'Europe, la Suisse est le bon modèle pour sa politique de ferroutage et d'infrastructures de montagnes où, après bien d'autres, elle perce dans le Tessin un tunnel ferroviaire de 15,4 km pour un coût de 1,3 milliard d'euro.

Il n'y a pas de miracle basque mais simplement la démonstration de l'efficacité d'une démocratie de proximité dotée de larges compétences législatives et fiscales adossées à une forte identité nationale. Le dialogue avec le pouvoir central n'y est pas facile mais les atouts du système basque génèrent un différentiel largement positif avec l'Aquitaine. Si le projet de l'Y basque prend forme aujourd'hui, après seize ans de gestation, c'est parce que le gouvernement de Gasteiz a fait sauter, par une décision du Tribunal constitutionnel espagnol du 14 novembre 2005, le verrou de la paralysie des procédures d'adjudication. C'est aussi parce que le Pays Basque a décidé de préfinancer l'énorme coût de l'ouvrage en Gipuzkoa qui sera remboursé par le «Cupo» (1). Une seule question reste en suspens: où l'Y basque doit-il se raccorder au TGV français? A Hendaye si l'on utilise la voie actuelle, à Biriatou si l'on crée une voies nouvelle? Le flou et le retard français apparaissent de plus en plus décalés, pour ne pas dire miteux, face à une dynamique économique qui place dès à présent le PIB d'Euskadi, de la Navarre et de la Communauté de Madrid 13% au-dessus du PIB de l'Union européenne.

(1) Part de l'impôt —négociée tous les trois ans— prélevée dans les trois provinces d'Euskadi revenant au gouvernement central de Madrid.

Frantses imigrazioa

ITZ harrigarriak entzun dira joan den astean frantses Lege Biltzarreko eztabaidetan. Sarkozy ministroaren imigrazio legearen inguruko eztabaidek entzunarazi ahal digute beste mende batzuetako ikus molde batzuk. Hautatu imigrazioa, jasan imigrazioa, imigrazio basa, hitz horien gibelean nahikeri bera: mugak hetsi Europa kanpotik heldu diren jendeari. Le Pen eta eskuin muturreko betiko lema, baina gaur beste eskuin alderdi batzuek berenganatua. Imigrazioa litzateke arazo guzien gaitza. Frantzia maitatu edo Frantziatik ahalegin! Fronte Nazionaleko lema, gaur UMPko zuzendariaren ahoan. Zein gehiagoko joko batetan sartuak balira bezala... eta iduriz jende gutti salatzeko igoaldi nabarmen hori. UMPko diputatu batek sustengatu du Sarkozy-ren testua ohartaraziz imigrazioak arriskutan ezartzen zituela frantses kultura, Frantzia-ko usaiak, frantses nortasuna... Kanpotik etorri jendek urtarazten zutela frantsestasuna... Ohar horiek eta beste zenbait, nibel berekoak, entzunak izan dira ez ostatu batetan, ez karrikan baina Frantziako Lege Biltzarrean. Euskaldun batek erran balitu hitz horiek, Euskal Herrian erranak izan balira hitz horiek, izango ziren segurki zenbait jauntto eta berdin UMPko andere bat salatzeko holako erranak. Ez ote dute gure nortasuna aldatu gure herrietara etorri diren etorkinek? Ez ote dute kulpa parte bat euskararen ttipitzean? Ez ote dira nagusiki etxebizitza prezioen emendioaren hobendunak? Erran daiteke Euskal Herriak bizi duela ere imigrazio azkar bat? Erran daiteke,

Euskal Herriko imigrazioak lanjerrean ezartzen duela Euskal Herriko nortasuna, hizkuntza edo kultura? Erran daiteke nahi dugula guk ere imigrazioa hautatu bat, nahi dugula ere neurtu gure «imigrazioa»? Pentsa zer eztabaida sortu genukeen erraiten bagenu kanpotik etortzen direnek behar luketela euskara ikasi integratzeko... Pentsa zer eztabaida abertzale alderdi batek hartzen balu lema gisa: Euskal Herria maita edo Euskal Herritik ahalegin? Batzuentzat, pentsa molde batzuk, ikus molde batzuk, baliagarriak edo ulergarriak dira bakarrik Frantzia edo frantses hitzekin... Onartzen ahal dutena Parisen harrigarria bilakatzen zaie adibidez Euskal Herrian. Frankotan entzun ditugu «komunitarismo» eta «etnique» hitzak, bakarrik Ipar Euskal Herriko lurraldetasuna nahi dugulakoz ezagutarazi departamendu baten bidez... Euskararen ofizialtasunaren galderak sortzen ditu erreakzio berdintsuak eta berdin noiztenka beldurrez beteak... Kasik Euskal Herrian berean euskaldunak «imigrazio» bat balitz bezala eta Frantziari zenbait kalte ekartzen ahal. Laburpen eta erraztasun bat gelditzen da pentsatzea imigrazioa dela edo litzatekeela lehen arazoa. Aldiz, kulpa guziak imigrazioari leporatuz, egiazko problemak eta egiazko eztabaidak baztertzen dira. Muga hori dute frantses Lege Biltzarreko zenbait diputatuek gainditu. Hori eginez, Le Pen eta Fronte Nazionaleko lemak gizarteratu dituzte. Muga hori pasatuz, imigrazio berezi bat bereziz, arrisku bat hartu dute: arrazakeria lerratzen laguntzea jendarte parte bat.

2

TARTARO

s'est étonné

... que depuis des semaines où l'on parle de l'affaire de la banque luxembourgeoise «Clearstream» aucun média ne soit allé au-delà de la simple traduction «courant clair», alors qu'en argot anglais, si «stream» veut toujours dire «courant», «to clear» veut dire «blanchir». Il faut pas croire pour autant que cette banque pourra aisément blanchir Villepin et consorts.

... des coups que se distribuent les membres de l'équipe Villepin. D'autres seraient déjà tombés à terre mais ce gouvernement est toujours de boue!

... que l'on soit encore à la recherche du corbeau dans l'affaire Clearstream. Serait-ce Chirac? En privé Sarkozy y croooâ!

... pas tant que ça que Michèle Alliot-Marie rentre à son tour dans la danse des compromis de l'affaire. Elle en voudrait beaucoup à Villepin pour avoir utilisé, sans l'avoir informée, le général Rondot, spécialiste du renseignement: «Il n'a le droit d'enquêter qu'à l'extérieur du territoire national», signifiant ainsi qu'il n'a pas compétence pour enquêter sur des hommes politiques français. La ministre de la Défense se dit trompée avec défense d'ivoire!

... pas tant que ça de la décision prise par le parti indépendantiste ERC, sous la pression de sa base, de dire «NON» au référendum sur le nouveau statut catalan approuvé par les Cortes, et qui supprime l'article 1 «La Catalogne est une nation» pour le reléguer dans le préambule. Certains dirigeants en habiles politiques prônaient l'abstention ou le vote blanc comme l'avait fait le PNV en 1999 pour la Constitution espagnole au lieu de s'y opposer. Les grands Maîtres catalans, à l'instar de Salvador Dali, ne faisaient pas dans la demi-teinte!

... que le Président du gouvernement de Catalogne, le socialiste espagnol Maragall présente le «NON» de l'ERC comme une trahison inacceptable. Maragall n'a pas précisé si l'ERC trahissait la Catalogne ou l'Espagne!

... pas tant que ça que lors de «La nuit des leaders de l'entreprise», organisée par le journal Sud-Ouest et une société privée, l'association Hemen ait été récompensée pour sa participation à la création de 2.500 emplois en 20 ans. Tartaro croyait bêtement que c'était pour la remercier d'avoir créé cet événement de promotion économique... aujourd'hui récupéré par ceux qui la couronnent...

gogoeta lacksquare

Le travail en commun entre abertzale: un impératif

A semaine dernière, c'est ce titre qui ouvrait la chronique de Xabi Larralde dans *Enbata*. Une fois n'est pas coutume, je souhaiterais temporairement *«oublier»* le caractère culturel de ma propre chronique pour



répondre à un autre des enjeux de cet hebdomadaire, celui d'être un espace de débat et d'échange. Pour cela excusez-moi de *«pla-gier»* le titre en question.

Travail en commun / union organique

Je n'ai pas été surpris par le contenu de l'article de Xabi tant il est aujourd'hui non seulement de mode mais aussi et désormais d'une pratique concrète quotidienne que de travailler ensemble dans un certain nombre de domaines. Certes, les points de division sont souvent davantage mis en exergue que les points d'accord car ils sont plus visibles et donnent lieu à des explications publiques. Mais il me semble qu'il convient de compléter la présentation de Xabi en rappelant que depuis près de 4 ans, soit relativement tôt après la scission, AB et Batasuna naviguent de conserve tant au niveau national (Nazio Eztabaida Gunea bien sûr, mais aussi campagnes de soutien aux preso, à Batasuna lui-même, aux inculpés du dossier 18/98, etc.) qu'au niveau d'Iparralde (groupe travaillant sur le projet institutionnel, réseau logement, campagne des 46.000 signatures, et divers autres collectifs sectoriels, pour ne citer que quelques

Xabi pose la question: pourquoi la

Peio Etcheverry-Ainchart

création de Batasuna? C'est une question que tout le monde se posait effectivement à l'époque et se pose toujours aujourd'hui, mais je ne partage pas sa réponse. Le paradigme «la pratique précède la conscience» en terme de construction nationale est en grande partie valable (c'est pourquoi AB a contribué à son niveau à la création d'outils tels qu'Udalbiltza) mais est extrêmement difficile à appliquer dans le cas de la structuration et du fonctionnement d'un parti. Difficile ne signifie pas impossible, et je souhaite moi aussi qu'un grand mouvement de gauche abertzale puisse un jour se créer dans un Pays Basque réunifié. Mais cela demande un contexte autrement différent de celui dans lequel on évolue aujourd'hui, un contexte où 90% de la population d'Iparralde ne percevrait pas ce parti (et donc son message) comme l'aile politique d'un groupe armé agissant dans un territoire considéré en outre comme étranger.

«La carte n'est pas le territoire»

Cela ne signifie évidemment pas qu'un travail pédagogique ne doive pas être mené dans le but de corriger la perception de cette population, largement conditionnée par l'écho que lui procurent la plupart des média. Mais encore faut-il ne pas agir et communiquer en Iparralde de manière exactement symétrique à la manière avec laquelle on le fait en Hegoalde, sous peine de ne pas être compris. Pour citer les deux derniers exemples qui me viennent à l'esprit, le fait de se refuser à organiser un Aberri Eguna en Iparralde sous prétexte qu'il doit être national, ou celui de chercher à récupérer sans vergogne Nafarroaren Eguna, laissent à penser qu'il faut encore continuer à expliquer que les pratiques courantes en Hegoalde ne sont pas automatiquement appliquables à Iparralde, même s'il s'agit pour nous du même pays. C'est en ce sens que la carte d'Euskal Herri n'est pas le reflet exact du territoire réel qu'il représente graphiquement. Soigner ces spécificités est déjà difficile pour un parti d'Iparralde, ça l'est d'autant plus pour un parti dont le centre de gravité est en Hegoalde. Ceci étant dit, il n'est pas dans

mon propos de revenir sur les causes de la création de Batasuna. Mais trois réflexions me sont inspirées par l'article de Xabi. La première est de me réjouir de voir Batasuna disposé à aborder en commun les grands enjeux des mois et des années à venir. La seconde est de souhaiter que ce travail en commun puisse être durable et efficace, ce qui suppose que l'on puisse établir un état des lieux permettant d'aplanir nos points d'accord et de désaccord. Cinq ans après la scission, où en sommes-nous des grands points de débat actuels, en particulier comment envisage-t-on en commun un éventuel processus référendaire en Pays Basque et la mise en pratique du principe d'autodétermination? Ce travail est d'une importance réellement capitale pour recoller les morceaux brisés en 2001, d'un ouvrage qui s'appelait AB et qui avait auparavant eu le grand mérite de naître du dépassement de divisions encore plus anciennes.

Travail en commun avec qui?

La troisième réflexion est davantage centrée sur les relations entre le monde abertzale et les partis hexagonaux les plus proches de nous. Ces dernières années. AB a travaillé à tisser des liens avec des partenaires plus larges que le seul cercle abertzale. Dans le cadre d'OHD ou de Batera bien sûr, mais également dans des domaines plus sectoriels comme par exemple le logement dans le cadre du réseau, ou sur la question des déchets avec les Verts. Des pas convergents ont été réalisés, qui ont fait que dans le cadre des élections européennes de 2003 par exemple, les Verts ont été le seul parti hexagonal à reconnaître à la fois les droits des preso, de l'euskara, du peuple basque à l'autodétermination, etc. Lorsque l'on parle de travail en commun, il me semble que s'il est nécessaire entre abertzale, il l'est également de façon plus large avec tous les partenaires avec qui l'on partage des points communs, même uniquement sectoriels. L'avenir du monde abertzale, tant en Hegoalde qu'en Iparralde, mais surtout dans ce dernier territoire où

en Hegoalde qu'en Iparralde, mais surtout dans ce dernier territoire or notre poids politique reste limité, passe par la volonté de rompre avec notre «splendide isolement» et de nous ouvrir à notre environnement immédiat.

Mon parcours d'Asc

Nous poursuivons et terminons ici le «parcours» de Roger Idiart commencé la semaine dernière. Il nous mène du drame de Gernika vécu par l'êvèque des Basques contraint à l'exil romain par les franquistes, au témoignage de Madeleine de Jaureguiberry, enfin à la mesure disciplinaire frappant le prêtre auteur de ce récit.

A petite ville de Gernika est bien connue dans le monde pour son fameux chêne, symbole de liberté. Bien que n'ayant aucune valeur stratégique ou militaire, elle fut bombardée un jour de marché (comme par hasard jour d'affluence!) le 27 avril 1937 par la Légion Condor de l'aviation allemande. Bilan: 1.700 morts en quelques minutes, soit à peu près le double des victimes d'ETA. depuis plus de quarante cinq ans de lutte armée. Je m'empresse de préciser que si je cite ces chiffres, ce n'est en aucun cas pour justifier telle ou telle violence plutôt que telle autre, mais simplement pour ne pas les fourrer toutes en vrac dans le même sac, la violence des peuples agressés, au même titre que celle des peuples agresseurs, comme si, entre les deux, c'était du pareil au même! En général, les peuples colonisateurs n'ont aucun intérêt à faire la distinction agresseurs-agressés. Ils s'efforcent même de rappeler les aspects positifs de la colonisation, pour essayer d'en faire oublier les aspects ô combien négatifs! Cela dit, même si la non-violence authentique est extrêmement difficile à pratiquer à cause des États conquérants et dominateurs qui ne veulent pas lâcher leurs conquêtes, j'avoue que j'ai une préférence pour le mouvement non-violent Demo, né en Iparralde il y a quelques années. Les militants de ce mouvement font preuve d'un courage exemplaire en faveur de leurs légitimes revendications, sans faire de mal à personne. C'est vrai que parfois ils perturbent l'ordre établi, souvent avec humour, mais jamais avec violence. Il arrive aussi, pas seulement en Tchétchénie, que ce qu'on appelle l'ordre établi ne soit, en fait, qu'un désordre établi, férocement défendu par les forces dites de l'ordre. Il serait plus exact de les dénommer «forces de l'or» tout court, tant il est vrai que la plupart

du temps les hommes casqués, qui vous balancent des grenades lacrymogènes à bout-portant, n'agissent guère pour défendre la veuve et l'orphelin, mais pour servir les intérêts de ceux qui les payent.

Retour à Gernika: sous prétexte d'écraser la montée du bolchevisme (en fait l'arrivée au pouvoir des élus de gauche à Madrid), Franco avait demandé à Hitler ce raid aérien meurtrier, sans doute pour laisser croire au monde que les vilains séparatistes basques étaient, tout comme leurs alliés de Madrid, soudoyés par Moscou: jusqu'où peut aller le délire d'un dictateur ambitieux, salué par la droite unanime comme le Sauveur de la Catholique Espagne! Toujours est-il que Radio Pampelune, occupée par les franquistes, eut l'audace d'annoncer la diabolique fausse nouvelle suivante: «Ce sont les rouges républicains qui ont incendié Gernika». Vous avez bien lu, incendié Gernika, pas bombardé! Durant quarante ans, on a enseigné cette grossière calomnie dans les écoles espagnoles. J'avais six ans à l'époque. Si j'en parle aujourd'hui, c'est que j'ai un témoignage important à donner à ce suiet, celui d'une vieille dame souletine que j'ai rencontrée beaucoup plus tard, quand j'avais 37 ans, assez vite après ma curieuse nomination en Soule, nomination qui mérite, me semble-t-il, un petit détour dans ce récit.

Rumeur publique et mesure disciplinaire.

Les événements de mai 68 venaient de mettre en émoi les élèves du petit séminaire d'Ustaritz où j'étais professeur. La rumeur publique m'avait fait passer pour organisateur d'une manif de lycéens et lycéennes à Bayonne, manif dont j'ignorais tout. Moins d'un mois plus tard, début juin, je reçus de l'Evêché ma lettre de nomination à Sauguis-Saint-Etienne (230 habitants) près de Tardets. Il faut croire qu'on tenait absolument à me caser à Sauguis et pas ailleurs. Pour y parvenir, on fit quitter le presbytère de Sauguis à l'Abbé O... qui en pleura avant et après son départ pour Arnéguy, son nouveau poste. Il y avait aussi un curé résident à Arnéguy, l'Abbé V..., qui n'avait aucune envie de guitter son charmant village. Qu'à cela ne tienne, on le fit partir dare-dare à Ahetze sur la côte. En aurait-il fait une dépression? Je sais seulement que, quelque temps après son installation à Ahetze, on le retrouva mort dans son jardin. De mon côté, j'allai voir l'abbé Pierre Larzabal, mon compatriote et ami (ô combien !). Celui-ci, dès qu'il eut fini de lire la lettre que je venais de recevoir de l'Evêché, laissa éclater sa colère. Il était outré du vilain tour qu'on m'avait joué. Pourtant, il me conseilla d'obéir. Littéralement dopé par le conseil de ce saint prêtre (je pèse

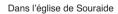
mes mots), j'eus l'impression d'avaler en douceur une couleuvre. Probablement précédé d'une réputation «d'Enbata zikina», je ne me doutais pas à quel point les Souletins respecteraient ou même partageraient mes convictions durant les 23 années que j'ai eu le bonheur de passer parmi eux.

Emouvante installation à Sauguis

Je n'oublie pas mon entrée à Sauguis un soir d'automne, en 1968. Dans la petite église typiquement souletine, je tenais entre mes mains de prêtre le même Bon Dieu que les cardinaux de la Curie dans l'immense basilique Saint Pierre de Rome, un Dieu à la fois aussi grand et aussi proche de nous tous... Il y avait entre autres, dans l'assistance, trois académiciens basques: l'Abbé Pierre Larzabal, le Chanoine Pierre Lafitte et le futur président de l'Académie Basque. Jean Haritschelhar. A l'issue de la messe, il y eut un vin d'honneur où mon père, rescapé de la tristement célèbre bataille (ou enfer) de Verdun, raconta comment un éclat d'obus du canon français de 75, canon probablement usé ou en tout cas mal réglé, avait atteint en plein front et tué net à ses côtés le seul Basque Souletin qu'il connaissait, mais dont il avait oublié le lieu d'origine. Le Zalgiztar Chorho Espil s'approche de mon père et lui dit: «Comment s'appelait ce Souletin?» - «Jean Ilharreguy». Or, parmi les convives présents au vin d'honneur, se trouvaient la sœur et les deux frères de ce Jean Ilharrequy! Cinquante-trois ans après l'événement, on imagine l'émotion des retrouvailles!

La viailla dama avait raisan

La vieille dame avait raison Dès mon installation à Sauguis, je fis de sérieux efforts pour apprendre le merveilleux dialecte souletin, si concis et si élégant. Je me liai d'amitié avec Madeleine de Jaureguiberry, Malen pour les intimes, très connue dans les milieux culturels basquisants. Un jour que je lui rendais visite à Sibas, tout près de Tardets, elle me dit: «Après le massacre de Gernika, la perfide calomnie de Radio Pampelune venait de se répandre dans le monde entier comme une traînée de poudre. Plus c'est gros, mieux ça passe, hélas! Ce fut une double consternation chez nos amis basques du Sud. D'une part, Gernika détruite, et d'autre part, la responsabilité du massacre rejetée sur les rouges, eux qui n'avaient de rouge que l'une des trois couleurs de leur drapeau, car ils se battaient, d'abord et surtout, pour l'indépendance d'Euskadi, tout en étant très ouverts et favorables au progrès social. Le Pays Basque n'est-il pas l'un des tout premiers du monde à s'inspirer des principes de la démocratie chrétienne? On comprend pourquoi ce diabolique mensonge les blessait à ce point: c'était une sorte de





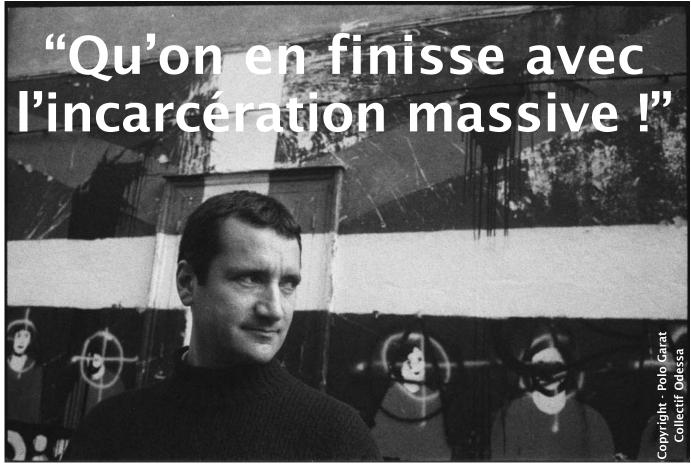


Alda!

2006ko maiatzaren 11a

Gogoeta, eztabaida eta formakuntza gunea

Gabi Mouesca, ex-prisonnier politique basque, Président de la section française de l'OIP



Gabi Mouesca, 17 urtez kartzelan egon den euskal preso politiko ohia da. Gaur egun, Presondegien Behatoki Internazionak (OIPk) frantses estatuan duen adarraren arduraduna da. Aldaren galderei erantzun du "herra fabrikak eta justizia baino gehiago mendeku neurriak" diren kartzelei buruz. Ondorengo lerroetan, gaur egungo egoera gogorrak alternatibak badituela ikusteko parada ukanen duzue.

Quelle est la fonction théorique d'une prison... et quelle est son rôle réel de nos jours ?

En France, la mission de la prison est double; la garde des personnes privées de liberté par décision de justice et la réinsertion sociale des personnes détenues. La première mission est accomplie de façon efficace. Il n'est qu'à voir la baisse régulière des évasions. Mais la seconde mission est un échec total. 80% de "sortie sèche". 8 sortants de prison sur 10 retrouvent la société sans préparation, sans accompagnement. Après avoir passé des mois, voire des années dans un univers déresponsabilisant, infantilisant à l'extrême, où la survie au quotidien repose sur l'utilisation des ressorts humains négatifs (mensonge, ruse, menace, violences physiques et psychologiques sur autrui, etc.). Il est clair que la prison est l'usine à fabriquer les récidivistes, et rien d'autre ! Un énorme gâchis humain et social.

Quel est le nombre de places théoriques dans les prisons de l'Etat français ? Et le nombre réel de prisonnier ? Quelles sont les conséquences de cette situation ?

Au 1er avril 2006, l'effectif de la population sous écrou est de 61 107 (métropole et outre-mer). Soit 97,0 détenus pour 100 000 habitants. En excluant les 1 313 condamnés placés sous surveillance électronique et les 338 condamnés placés à l'extérieur sans hébergement, on obtient une densité carcérale de 59 456 pour 50 395 places opérationnelles, soit 118 détenus pour 100 places. 8 établissements ou quartiers ont une densité égale ou supérieure à 200 p. 100, 40 ont une densité comprise entre

150 et 200, 86 entre 100 et 150. Le nombre de prévenus, est de 19 383 soit une proportion de 31,7% des personnes écrouées.

Le nombre de détenus de "18 ans ou moins" est de 655.

Derrière ces chiffres, ces statistiques, une effroyable réalité humaine. Des conditions de vie qui sont vécues comme une atteinte permanente à la dignité. L'impossibilité de donner au temps carcéral un autre contenu que le néant et le désespoir pour beaucoup.

Nous vivons dans une société où les autorités actuelles ont un discours :

- ♦ "sécuritaire" qui "nettoie au carsher" (on peut imaginer que les "eaux" sont évacuées dans les prisons)
- ◆"humanitaire" qui promet plus de 13 000 places de prison supplémentaires.

5

... qui rassure et satisfait la majorité! Est-ce si rassurant que ça? Est-ce la seule solution pour vivre "paisiblement" en société?

La politique pénale et carcérale menée depuis trois ans est totalement irresponsable. Nous sommes en train de créer les conditions d'une véritable économie de la répression. Des pans entiers de notre société sont sacrifiés, voués à ne vivre que dans la marge, à subir un traitement pénal et à alimenter la prison, cette "mangeuse d'Hommes". La paix sociale ne peut être le fruit d'une telle gestion. Seule la justice et la dignité pour tous/toutes peuvent garantir une véritable paix sociale. Il est clair que nos enfants vont hériter d'une société-poudrière. Honte à ceux qui en sont les promoteurs, honte à ceux qui ne l'ont pas empêché!

Dans une récente interview du Monde vous avez dit : "Les peines privatives de liberté ont fait la preuve de leur échec : il faut que le personnel

politique en prenne acte et qu'au nom de l'intérêt de la société, au nom de la sécurité, on en finisse avec l'incarcération massive." Quelles sont les alternatives réalistes qui peuvent être mises en place dans un Etat comme la France?

Avant de parler sanction, ne faisons jamais l'économie du rappel que la majeur partie des délits recensés ont une origine sociale, économique, politique. Le traitement de la délinquance ne peut être vue de façon responsable qu'en l'abordant sous l'angle de la prévention et du traitement en amont par des réponses apportées en matière de politique sociale, familiale, sanitaire, etc. Quant aux dites alternatives à l'incarcération, qu'il s'agisse du travail d'intérêt général (TIG), du contrôle judiciaire, du sursis avec mise à l'épreuve, du jour-amende ou encore du placement sous surveillance électronique, elles sont prévues par les textes mais sous utilisées. Elles ont pourtant fait la preuve de leur efficacité. Il s'agit bien de sanctions. Mais n'engendrant pas les conséquences nocives d'un passage par la case prison. Laisser perdurer la politique d'incarcération à outrance, avec les conséquences délétères que nous connaissons, en continuant à ignorer les sanctions non privatives de liberté, laisse à penser que nous sommes encore à une époque où la vengeance tient lieu de justice, et où la souffrance serait le chemin menant à la rédemption... une vision doloriste d'un autre âge.

Dans le contexte actuel, quel est le rôle de l'Observatoire International des Prisons (OIP)!

Concrètement, l'OIP dresse et fait connaître l'état des conditions de détention des personnes incarcérées, alerte l'opinion, les pouvoirs publics, les organismes et les organisations concer-

"Zigorrak aipatu aurretik,

ez dezagun sekulan ahantz

kontuan hartuak diren

delituen gehiengoak

jatorri sozial, ekonomiko

eta politikoak dituela."

nées sur l'ensemble des manquements • observés ; informe les personnes détenues de leurs droits et soutient leurs démarches pour les faire valoir ; favorise l'adoption de lois, règlements et 🌑 autres mesures propres

garantir la défense de la personne et le respect des droits des détenu(e)s ; favorise la diminution du nombre de personnes détenues, la limitation du recours à l'incarcération, la réduction de l'échelle des peines, le développement d'alternatives aux poursuites pénales et de substituts aux sanctions privatives de liberté.

Nous publions dans le cadre de notre action le Guide du prisonnier. Cet ouvrage est destiné aux personnes incarcérées, à leurs familles, aux professionnels judiciaires, aux intervenants en milieu carcéral et à tout citoyen s'interrogeant sur les conditions dans lesquelles s'exerce la privation de liberté. L'OIP édite également tous les deux ans son Rapport sur les condition de détention en France. Fin août 2006, paraîtra également le premier Guide du sortant. Enfin, nous diffusons tous les deux mois la revue Dedans dehors. Vous pouvez visiter le site de l'OIP (www.oip.org) mais également prendre contact avec l'association via l'e-mail contact@oip.org.



Hartza eta gizonaren tragi-komedia

spaldiko garaietan mendi eta oihanak abereen bizi eremuak ziren. Noiztenka jendeak egur egitera edo onddoketa joaiten ziren oihanera. Mendian aldiz iratzea egiten zuten eta udan, artaldeak belardietan alhan ikusten ziren beren artzainarekin... Halabeharrean, jendeek eta hartzak elgarrekin bizitzea lortzen zuten.

Bainan denborarekin, gizonak gaina hartu zuen, eremu gose ezin ase batek hartu baitzuen. Mendiak bereganatu behar zituen; eskiatzeko gune zabalak egin zituen; lasterrago joaiteko bide haundiak eta tunelak ere; katkatrarekin bere aire sano beharra betetzen hasi zen; biziari biper pixka baten emaiteko motoz barranban ibili zen nun nahi, noiz nahi... eta beste. Hots, hartzaren bizi eremua desagertarazi zuen.

Ororen buru, hartzak amor eman zuen eta beste abere andana baten gisa, kaioletan gizonaren irringarri bihurtu zen.

Ipuin hori, biziki forma sinplean kondatua izanik ere, funtsean egia da.

Egoera naturalak funditu ditu gizonak eta aski urrun joan ondoan, ideia batzu aztertu ditu:

"Eta Ekologia deitzen duten gai horri interesatzen bagina?

-Bai, bai!! Bozemaileek gero eta gehiago aipatzen dute. Uste dut seriosa dela!

-Eta ministeritza bat eskaintzen baginio?

-Bai, bai!! Bainan ministroa emaztea izan dadila orduan!

- Zendako?

-Ez delako erretxa izanen... Zaila izanen da jendeari sinestaraztea ekologiaz arrenguratzen girela, zentral nuklearren eraikuntza berriz abiatuko dugun garaian... Ridikuloak ez du hiltzen bainan hala ere, gaizki uzten du

-Badakit!! Hartza, hartza!! Hartzak desagertuak dira gure herri aintzinatu huntan, ekologistek aspalditik erraiten dute... Eslavonian badituzte... Pirineoetan bospasei ezarriko ditugu, untsa jakinaraziko eta gora gu!

-Biba zu!! Zer ideia ona!! Are, nork, nork hartuko ote du beregain operazio berezi hori?

-Nelly, Nelly izendatuko dugu ministro!"

Eta erran bezala egin zuten... Azken egun hauetan bizi dugun egoera hola esplika daiteke.

Gainekotx



Quand la plus grande démocratie du monde donne l'exemple...



Peio Etcheverry

a langue de la république est le français". En quelques mots, tout est dit, la patrie des droits de l'homme n'est pas, entre autres, celle des langues... Deux cent ans après sa création, la République citoyenne (donc non ethnique selon beaucoup de nos détracteurs) s'est sentie obligée de préciser qu'en France, tout citoyen non francophone n'est pas un vrai citoyen, voire ne peut être citoyen.

L'EUSKARA OFFICIELLEMENT INEXISTANT

Dans le domaine de l'enseignement, cet article engendre une problématique assez complexe; alors que l'enseignement de l'euskara se développe, cette langue reste officiellement inexistante. Sans rentrer dans le débat, il est évident que les volontés (des élèves, des parents, des enseignants, des pouvoirs publics, de la population en général) viennent sou-

vent se confronter à cette réalité. Les élèves qui apprenent l'euskara n'ont pas, en dehors des heures de cours, l'occasion ensuite de vérifier, de réaliser et finalement de prendre plaisir à concrétiser leur enseignement dans la rue, dans les loisirs, dans les médias, dans leurs relations avec la société.

Un des arguments souvent utilisés (et ceci pour ne pas en assumer de moins avouables) est la complexité de la mise en œuvre du bilinguisme. Bien sûr, le modèle français est universel donc intouchable, mais il est tout de même intéressant de le comparer à d'autres. En Inde, pays en voie de développement 20 fois plus peuplé que la France, et dont une grande partie de la population est encore en grande difficulté économique, il existe une douzaine d'alphabets, 1600 langues recensées et plus de 400 officiellement reconnues.

"Indian, dozena bat alfabeto badira, 1600 hizkuntza, 400etik goiti, ezagupen ofizialarekin."

DIVERSITÉ LINGUISTIQUE = PILIER DE LA DÉMOCRATIE INDIENNE...

Au moment de l'indépendance, le gouvernement indien devait résoudre la question de la diversité linguistique. Le choix a été fait de diffuser l'hindi et l'anglais comme langues de communication, mais il a aussi été décidé de faire de cette diversité un des piliers de la démocratie. Dans le

"India hor dugu, hizkuntz aniztasuna, ez dela demokraziarentzat, "freno" bat, frogatzeko!"

domaine de l'enseignement, l'article 350A de la Constitution oblige tout État fédéral à assurer, au primaire, l'enseignement de la langue maternelle aux enfants appartenant à des groupes minoritaires comptant plus de 10 000 locuteurs. Pour ces langues, il suffit d'une demande de 10 élèves sur 40 pour que l'État soit obligé de fournir cet enseignement. Au total, 67 langues sont enseignées dans le primaire et 80 dans les cours d'alphabétisation.

...PAS UN "FREIN"

De plus, les municipalités peuvent elles-mêmes intervenir dans le domaine linguistique et déclarer co-officielle une langue dans les districts où une ethnie minoritaire est importante : des aménagements concernant les services publics, les écoles et la signalisation doivent être prévus. Même si la mise en pratique de la constitution reste difficile, l'Inde est là pour nous prouver que la diversité linguistique n'est certes pas un "frein" à la démocratie, mais bien au contraire une des bases du respect et finalement de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. A bon (jacobin) entendeur, salut!



INDIA:

Hiri garrantzitsuena:
Egitura politikoa:
Azalera:
Biztanleria (2005):
Dentsitatea:
Erresuma Batutik
independentzia:
Errepublika:

Hiriburua:

New Delhi Mumbai Errepublika federala 3 287 590 km² (munduko 7.) 1 080 264 388 bizt. (munduko 2.) 324 bizt./km²

1947ko agorrilaren 15an 1950ko urtarrilaren 26an



Le Marché Equitable de Bayonne

Le 2^e samedi du mois, c'est bio, équitable et fermier.

Baionako Bidezko Merkatuak hitz ordua emaiten dizue hilabetean behin.

Ber gunean, Errepublika plazan, Baionako tren geltokiaren parean, hilabeteko 2. larunbatean, eskainiak izanen zaizkizue pertsona eta ingurumena errespetatzen dituzten produkzio moldeen ekoizpenak.

MEB-an etxaldetako laborantza, laborantza biologikoa eta bidezko merkataritzako aktoreak bezeroekin topatuko dira.

Ikus jarraian elkar eta truka gune berri honen ezaugarriak!



Proposer en un seul lieu le maximum de produits (alimentaire frais et sec, vêtements, produits d'entretien et cosmétiques, literie et matériaux de construction...) issus de productions respectueuses de l'humain et de l'environnement. Créer un lieu de rencontre et d'échange entre les différents acteurs du commerce équitable, de l'agriculture fermière, de l'agriculture biologique et les consommateurs. Tel est le pari lancé il y a deux ans par les acteurs locaux du commerce équitable regroupés au sein de l'association le Marché Equitable de Bayonne (MEB).

Pourquoi un marché :

Le réseau équitable est assez développé en Iparralde. Pourtant, il est apparu nécessaire de regrouper les initiatives afin :

- ♦ de permettre un accès pratique et facile aux consommateurs débordés que nous sommes à des produits de qualité (tout en un seul lieu).
- ♦ d'aller vers le public, et de proposer aux structures qui peuvent être isolées un accès direct au centre ville de Bayonne.
- ♦de fusionner les forces ét les idées. L'union fait la force.

La charte du MEB :

Si dans un marché bio, les critères d'admission sont simples (il "suffit" d'être certifié bio), dans le cas du MEB, la tâche fut ardue :

◆Tout d'abord il n'existe pas de certification du commerce équitable de la même nature que celle du bio. Chaque groupement propose sa vision du commerce équitable.

La gamme proposée est tellement étendue qu'il est difficile de poser des cadres d'un côté sans qu'ils deviennent restrictifs de l'autre (comment faire rentrer dans le même cahier des charges un producteur de fromage et un laboratoire bio ?) C'est pourquoi le Marché Equitable de Bayonne a mis en place ses propres critères, lar-

C'est pourquoi le Marche Equitable de Bayonne a mis en place ses propres critères, lar gement inspirés de textes déjà existants :

♦ Le texte de l'AFNOR (Association Française de normalisation) définissant le commerce équitable Nord Sud, dont voici les principaux points : équilibre de la relation commerciale, accompagnement des producteurs engagés dans le commerce équitable, information et sensibilisation du public.

◆Le cahier des charges de Minga (groupement d'acteurs du commerce équitable ; voir www.minga.net)

◆La charte de Dijon (agriculture fermière) : production de qualité, aménagement du territoire et de l'emploi (petites et moyennes exploitations afin de privilégier la valeur ajoutée plutôt que le chiffre d'affaires).

◆La charte de l'agriculture biologique.

Un travail de 2 ans a été nécessaire pour élaborer la première version de la charte du MEB. Mais ce n'est que le début d'une longue réflexion à mener, et à laquelle participent BLE, Idoki, l'UFC Que choisir et Action consommation. Car il faut savoir qu'il s'agit d'une première : il n'existe pas, à notre connaissance, d'autre initiative de ce type. Tout est à faire.

Le MEB en quelques points :

- ♦Un marché mensuel, le deuxième samedi du mois à partir du 13 mai
- ◆Des horaires atypiques : de 16h à 20h
- ◆Un lieu central de la vie bayonnaise : la place de la République, face à la gare et au coeur du quartier St Esprit
- ◆Plus de 20 exposants pour la première
- ◆Une gamme étendue de produits : alimentaire frais et sec, vêtements, produits d'entretien et cosmétiques, artisanat, bricolage et matériaux de construction, literie...
- ◆Une gamme de qualité : *bio, équitable* et *fermier* sont les maîtres mots du MEB



Sessions de formation au local de la Fondation : 20, rue des Cordeliers, dans le Petit Bayonne

Osteguna, maiatzaren 11, arratsaldeko 18:00etan, Iruñan:

"Iparraldeko instituzio egituraketa eta hauteskunde sistema"

- **♦ Hizlaria:** Eneko Bidegain, kazetaria eta idazlea
- **♦ Tokia:** Baluarten, Bulevar aretoan

Publications:

Deux documents disponibles gratuitement au local de la Fondation Manu Robles-Arangiz :

- 1) La déclaration du Comité National d'ELA publiée à l'occasion de l'Aberri Eguna 2006 : en euskara et en français, une analyse de la situation politique actuelle en Pays Basque et quelques positionnements précis par rapport à ce que devrait être le processus souverainiste basque.
- 2) Un dossier réalisé à l'occasion de la conférence de Jose Elorrieta à Bayonne le 20 avril dernier. On peut y découvrir les principes refondateurs du syndicat ELA, adoptés lors de son congrès de 1976, au sortir du franquisme. Deux interviewes de Jose Elorrieta retracent l'évolution historique d'ELA et sa configuration actuelle, et détaillent son analyse de ce qui est en train de jouer aujourd'hui en Pays Basque sud.

Disponibles également par courrier contre une enveloppe à votre adresse et timbrée à 0,82 euros.

Alda!

Manu Robles-Arangiz Institutua Fundazioa

20, Cordeliers karrika, 64100 – Baiona Tel. + fax: +33 (0)5 59 59 33 23

E-Mail: ipar@mrafundazioa.org

www.mrafundazioa.org

Zuzendaria: Fernando Iraeta

Ipar Euskal Herriko arduraduna: Txetx Etcheverry

Alda!-ren koordinatzailea:
Xabier Harlouchet



cain à Souraide (suite)

révisionnisme avant la lettre! Nous avions d'excellents amis de longue date chez ces Basques. Après le bombardement, il en arrivait en quantité, fuyant la dictature franquiste, nous suppliant de faire quelque chose pour démentir la fausse nouvelle lancée par les putschistes espagnols. Dans la population

Eglise de Sauguis-St Etienne en Haute-Soule

d'Iparralde, beaucoup restaient passifs, d'autres, surtout chez les bourgeois qui possédaient une radio, ne demandaient qu'à croire l'incrovable calomnie. Un député d'extrême-droite alla même jusqu'à collecter des fonds chez nous pour faire réussir le coup d'Etat militaire qui devait aboutir à la victoire de la "Sainte Croisade". Dans ce climat d'indifférence ou même d'hostilité, dur-dur de trouver des familles d'accueil, sauf notamment chez un bon nombre de paysans qui appréciaient le fait que les gens venus "de l'autre côté", paysans ou pas, s'exprimaient en basque, savaient tenir leur parole et respectaient les filles».

Une souletine qui ne manquait ni de courage ni de générosité

«Finalement, poursuit Madeleine, pressée par tant de compatriotes malheureux et me sentant en quelque sorte investie d'une mission historique, je me décide à faire le voyage de Rome où je vais visiter Monseigneur Mateo Mugica, évêque exilé de Vitoria. On l'avait accueilli à titre de simple aumônier dans le couvent d'une petite communauté de religieuses. - Monseigneur, vous avez lu les journaux? - Hélas! oui. - Et alors? Vous savez qu'il s'agit d'un sinistre bobard. - Bien sûr. Je les connais, mes diocésains, je sais que, toutes opinions confondues, ils sont croyants et pratiquants entre 90 et 95%. C'est donc impossible qu'ils aient brûlé Gernika. (Il pousse un grand soupir de tristesse et ajoute): la vérité basque est ensevelie sous une montagne. Cela (c'est-à-dire le coup d'Etat militaire de Franco) s'est abattu sur nous comme un torrent de la montagne qui emporte tout sur son passage.

- Mais vous parlerez, n'est-ce pas, vous

allez rétablir la vérité! – D'un air très grave et confidentiel, le prélat me dit: Une autorité supérieure à la mienne m'a demandé de me taire et je lui ai promis de me taire. – Assommée par ce que je viens d'entendre, je prends congé de Monseigneur Mugica».

Bien sûr l'autorité supérieure en question, c'était Pie XII. Plusieurs fois au cours de nos rencontres. Madeleine m'a raconté ce souvenir tragique en reprenant exactement les mêmes termes, mais à chaque fois, je sentais que la vieille dame préférait en rester là. Pas de jugement, pas de condamnation, ni sur le Pape Pie XII. ni sur Mateo Mugica. Mais en revanche, je devinais chez elle une immense déception, à cause de son amour sans borne à l'égard

du Peuple Basque.

Des preuves irréfutables

Dans les années qui ont suivi, en plus des photos de l'époque, quatre faits accablants sont venus coup sur coup confirmer que Gernika fut bel et bien bombardée sur ordre d'Hitler à la demande du Caudillo:

1) Le célèbre tableau Gernika de Picasso. Le peintre fut renseigné entre autres par le Chanoine Alberto de Onaindia, originaire de Markina (Biscaye), témoin direct qui, sous les bombes nazies, soigna les blessés et donna l'absolution aux mourants.

2) L'officier allemand Von Speerle, chef d'escadrille de la légion Condor, a reconnu dans ses mémoires avoir effectué les premiers essais au monde de lachâge de bombes sur une population civile

3) Il y a quelques années, les autorités allemandes ont proposé aux victimes de Gernika un dédommagement financier. Franco, lui, avait fait loger gratuitement dans Gernika reconstruite des familles entières originaires d'Andalousie, sans doute avec l'espoir que le flamenco allait faire disparaître ce qui restait du patriotisme basque là où, durant des siècles, les rois de Castille venaient prêter serment de respecter les fueros de Biscaye. Par un surprenant retour de manivelle, la plupart des enfants et petits-enfants de ces Andalous sont deve-

nus aussi abertzale (patriotes basques), sinon plus, que les autres habitants!

4) Après la mort du Pape Pie XII, l'exévêque de Vitoria, Monseigneur Mugica, presque aveugle, s'est éteint paisiblement dans sa 98 me année, dans sa résidence de Zarautz, non sans avoir eu un dernier sursaut de courage. En effet, l'Abbé Iñaki de Azpiazu a recueilli son précieux témoignage dans un petit document intitulé: «Los imperativos de mi conciencia», document où enfin, après tant d'années depuis l'énorme calomnie de 1937, il rétablit la tragique vérité. L'Histoire appréciera.

Berri ona, fedearen oinarri

Haurrideak, Aitaren etxerat joan aintzin, goraintziak bidaltzen dauzkitzuet. Apeztu baino lehen, euskalduna nintzen. Apeztu ondoan ere bai. Nola ez? Ortzeun saindu arratseko meza, munduko lehena. Nazareteko mintzaira xumean eman zuen Jesusek. Aramearrez mintzatu zen Mesias Jaunak, ez ditu nihundik ere, euskal apezak Euskaldungoaren ukatzera bortxatzen. Badakit. hortan ez direla denak ados, indarraren arrazoina, zorigaitzez, onhartuago baita arrazoinaren indarra baino. Alta, hor dugu beti Ebanjelioa gure argitzeko. Hain xuxen, Ainhoako apezetxean bizi nintzelarik, lau urte osoak iragan nintuen BER-RI ONA KANTUZ liburuxka pertsutan idazten. Lan hori, ene ustez, beharrezkoa zen. Apez kargudun zonbaitek sustengatu ninduten. Bertze zonbeitek ez, baizik eta gure Elizkizunetan pertsu berri horientzat ez zela toki berezirik! Betlemeko ostatuan ere, haur beharretan zen Maria Birjinarentzat ez omen zen tokirik! Alta, sabelean zaukan Jainko Seme gizon eginak, harpe txar batez besterik

merexi zuen... Funtsean, Protestantak agertu aintzin, Jainkoaren Hitzak ba ote zuen gure Eliza eta predikuetan ukan beharko zuen tokia? Fedearen oinarri den Berri Ona, Euskaldunek ez ote dugu meza denboran, kantuz ospatzen ahal? Segur naiz, egun batez, girixtinoak pozik hortaratuko direla, agian lehen bai lehen...

Ez adiorik

Gure Aitaren etxerako bidean abiaturik, bertzeak bertze, ez ditut ahanzten nere ikasle ohiak, Xibero, Baxe-Nafarre, Lapurdi, Hegoalde, Flandria eta Kaliforniako adixkideak.

Aipamen berezi bat zor dut Ainhoa, Ezpeleta eta Zuraideko jendeari: hiru herri horietan ukan dudan ongi etorriaz oso pozik nago. Batzu bertzeen ganik zonbat eta zonbat ikustate ixil eta bihotzdun! Xiberuan erraiten den bezala: «Eskerrik hanitx!» Eskerrik beroenak ere zor ditut nere apez lanetan lagundu nauten guzieri. Barkatu gatz eta biperrekilako mintzaldi zonbeit entzunarazirik ... eta, orotarat ezin helduz, etxez etxe autixko ibilirik. Euskal abertzale naizelakotz jorratu nauteneri eskerrak bihurtzen ditut, ene apez-lana hobekixago egitera lehiatu bainaiz, ez zezaten pentsa, apez gisa, Euskal-Herrian hertsiki mugaturik nindagola. Dena den, eternitateari so egin eta, zer dira lur huntako ttipikeriak? Bego hortan. Otoitz hunekin bururatu nahi nuke: Jauna, zuregatik eta Ebanjelioaren gatik, Azkaingo etxe, haurride eta lurrak utzi nintuen. Sar-araz nezazu. otoi, gain hartako egoitza ederrean, menturaz han baititut pertsu hoberenak zure ohoretan emaiten ahalko.

Roger Idiart

Jesüs pastorala à Mauléon

Pas moins de quatre (bonnes) surprises

- 1) Choix du sujet. Jésus, fils de Dieu fait homme, était à la fois un sujet difficile à traiter en tant que Fils de Dieu, et tout indiqué pour entrer comme personnage dans l'Histoire des hommes. Il a fallu l'audace du Père Casenave pour oser traiter un tel sujet.
- 2) Acceptation des élèves du collège St François de Mauléon-Soule pour interpréter cette pastorale. Il y a, quoi qu'on en dise, chez certains de nos jeunes, de la générosité et de l'audace pour se risquer dans une telle aventure.
- 3) Très belle affluence du public dans la vaste cour d'Aguerria. Auditoire particulièrement attentif.
- 4) Modestie, pour ne pas dire pauvreté des moyens mis en œuvre:

- «Bienheureux les pauvres!». Entrée gratuite et participation libre de chacun aux frais de costumes, sono, etc. Signe évident que Jesüs pastorala n'entre guère dans le système actuel des autres pastorales... et pour cause! (Mon royaume n'est pas de ce monde).
- La pastorale s'est achevée, pour cause d'orage, sur la cène du Jeudi Saint (Institution de l'Eucharistie) non sans avoir été précédée de la scène du troupeau de brebis, du Bon Pasteur et du geste de partage des *«paztetx»* (taloak) avec le public. Bref, une pastorale ô combien symbolique, à classer à part dans la belle série des *«trajéries»* souletines.

R. I.





Référendum : l'ERC dira non au statut

Les indépendantistes républicains catalans s'opposeront à un texte défiguré par le PSOE allié aux autonomistes de CiU. Ils mettent en péril leur future participation au gouvernement de la Catalogne.

E 18 juin devait être le grand jour de l'ERC, le jour où la Catalogne devait approuver à une écrasante majorité le nouveau statut d'autonomie voté le 30 septembre dernier par 90% des députés catalans. Il n'en sera rien. Entre temps le texte à été laminé par les Cortés et José Luis Rodriguez Zapatero. Flanqué de Rubalcaba qui déjà gère le dossier basque, le

noncés le 27 avril pour un vote nul qui se serait démarqué du non du PP, n'aurait pas trop compromis le résultat final et surtout aurait préservé les chances pour les indépendantistes catalans de demeurer membres du Govern de Barcelone. Craignant que le Sénat espagnol rejette le texte du nouveau statut d'autonomie catalan même très édulcoré, les sénateurs d'ERC sont même al-



leader socialiste est parvenu à faire adopter un statut largement revu à la baisse avec la complicité des autonomistes de CiU. Ceux-ci, qui avaient voté avec le PP pour écarter du pouvoir Felipe Gonzalez en 1996 et faire élire Aznar (1), n'avaient pas digéré leur éviction du pouvoir catalan il y a plus de deux ans par une alliance ERC, PSOE et ICV (l'équivalant de IU, les ex-communistes verts). Ils ont fait manger leur chapeau à l'ERC et Zapatero a ainsi fait passer un texte acceptable pour l'armée espagnole et les nationalistes intégristes du Parti socialiste ouvrier espagnol. On mesure ici combien la vie politique est imprévisible et va de Charybde en Scylla pour les petits peuples.

Les dirigeants d'ERC se trouvaient face à un choix difficile pour le référendum portant sur un projet politique majeur et dont au départ ils étaient les principaux artisans. Josep Luis Carod Rovira et ses amis de la direction s'étaient prolés jusqu'à faire s'abstenir l'un d'entre eux pour faire passer le texte et éviter un retard dans la procédure. Mais la base du parti est loin de ces jeux politiciens et se montre plutôt opposée au courant institutionnel de l'ERC composé d'élus et de cadres politiques. Suivant un mode de fonctionnement de type assembléaire assez rare dans nos démocraties, les 9.000 militants républicains catalans se sont réunis la semaine dernière dans leurs douze assemblées locales et le Conseil national s'est prononcé le 6 mai à l'unanimité pour un vote négatif au référendum. Il a également renouvelé sa confiance à la direction actuelle qui avait mis tous ses mandats à la disposition du parti.

La vidéo d'Alfonso Guerra

Faisant bonne figure et pour couper court aux rumeurs de tensions internes fortes, les dirigeants, Josep Luis Carod Rovira en tête, ont suivi comme un seul homme, appliquant le vieil adage de Ledru-Rollin (février 1848): «Il faut bien aue ie les suive, puisaue ie suis leur chef!» Mais le cœur n'y est pas. Pour des raisons diamétralement opposées, l'ERC appellera, comme son pire ennemi le PP, à voter non. Les six membres indépendantistes du gouvernement catalan se seraient engagés auprès du socialiste Maragall à mener une campagne «responsable», c'est-à-dire soft ou assez molle, s'ils prônaient un vote d'opposition. Il en sera tout autrement, les militants d'ERC prévoyant déjà d'utiliser dans ces réunions publiques un film vidéo avec la déclaration d'Alfonso Guerra, ancien ministre de la Défense socialiste se vantant, à Bilbao, d'avoir «laminé», vidé de son contenu le nouveau statut catalan.

Le résultat est que la dynamique de cette campagne référendaire va en prendre un coup et on s'interroge déjà sur le résultat d'une consultation qui verra un texte approuvé à une majorité plus maigrichonne que prévu. Le non devait totaliser selon les sondages environ 28% des suffrages, mais c'est le taux de participation qui pose problème. Si jamais il se situe en deça des 50%, cela voudra dire un statut adopté au rabais et largement dépourvu de légitimité. Rappelons que le texte précédent,

voté en 1979, avait rassemblé 88,15% de oui pour 7,76% de non avec une participation de 59,3%.

De ce résultat dépendra la pérennité de l'actuelle majorité gouvernementale en Catalogne. Les autonomistes de CiU piaffent d'impatience et font tout pour revenir au pouvoir; ils se proposent de remplacer l'ERC dans une alliance avec le PSOE si celui-ci accepte d'expulser les indépendantistes. Les socialistes catalans, Maragall en tête, présentent le non des républicains au référendum comme une *«trahison»* inacceptable. On parle déjà de crise politique majeure et d'élections anticipées.

Les abertzale du Pays Basque comptaient beaucoup sur les Catalans pour faire sauter les verrous constitutionnels que Madrid leur oppose depuis des décennies et faire évoluer l'Espagne vers une fédération de nations. Nous en sommes loin aujourd'hui et le scénario catalan est devenu pour les Basques non plus le modèle, mais une anthologie des écueils à éviter pour avancer sur le chemin de la souveraineté.

(1) Bien qu'arrivé en tête, le PP ne disposait pas d'une majorité absolue pour former un gouvernement et il fallut à Aznar l'appoint des 16 députés de CiU qui fut négocié à l'Hôtel Majestic de Barcelone avec Jordi Pujol, le 28 avril 1996 durant un d'îner demeuré célèbre



Assemblée de l'ERC: au premier rang, 2ème à gauche Carod Rovira

PRESO-

■ Les Béarnais pour leur preso.

C'est sans doute une «première» en Béarn. Cent-vingt personnes ont manifesté le 29 avril dans les rues de Pau pour demander la libération de Robert Arricau, impliqué dans une affaire d'ETA. On lui impute la location à Salies de Béarn à Mikel Albisu «Antza» et Marixol Iparragirre «Anboto», chefs présumés d'ETA, de la maison dans laquelle ils résidaient avec leur enfant. Robert Arricau, militant du groupe occitan «Anaram au Patac», a passé plus de 500 jours en prison. C'est, hélas! le sort

de la plupart de ceux qui ont été arrêtés dans cette affaire, dont l'instruction paraît loin d'être terminée.

■ Une libération, puis un tour de vis. Se trouve-t-on en présence d'un tournant dans la procédure d'instruction à l'Audiencia nacional? Le 3 mai, le juge d'Instruction Santiago Pedraz a ordonné la mise en liberté de Sandra Barrenetxea, cette jeune femme accusée de complicité dans la vente de bons de soutien à ETA. Le juge précédent, Ismael Moreno, avait prononcé le 27 avril sa mise sous écrou. Son successeur a

estimé que les soi-disant déclarations en garde à vue d'Ibon Meñika n'étaient pas un indice suffisant pour l'accuser de «collaboration».

Mais, dans ce même dossier, un troisième juge d'Instruction, Fernando Grande-Marlaska, a décidé le 4 mai la fermeture de la *«herriko taberna»* de Zamudio. Il a suivi en cela les demandes faites par AVT (Association des victimes du terrorisme) et du mouvement *«Dignité et justice»*, opposées aux réquisitions du Parquet! Le juge soutient que le local sert de *«couverture et d'in-*

frastructure aux objectifs criminels» de distribution des fameux bons de soutien au «réseau terroriste».

■ Libérations. Portugalete a accueilli le 29 avril, avec émotion, quatre de ses preso récemment libérés. L'ancien élu Angel Alkalde, extradé par MAE par les Français, avait été mis en liberté le 16 février après une opération au cœur, et le versement d'une caution de 6.000 euro... Aña Lopez, dont le compagnon Roberto Sainz est décédé le 3 mars dans sa prison d'Aranjuez, a payé, elle, 3.000 euro, après deux ans et demi



Campagne des 46.000 signatures : réactions politiques

A la différence des conseillers généraux socialistes, les leaders de l'UDF et de l'UMP s'opposent à la demande de consultation populaire

ATERA, dans sa campagne pour 46,000 signatures, ne pose pas la question: êtes-vous pour ou contre un département Pays Basque? Ce qui est en jeu est la mise en route d'un référendum organisé par le Conseil général pour justement demander aux citovens: êtes-vous pour ou contre la création de ce département? Des conseillers généraux socialistes ont su faire la différence entre leur position peu favorable à ce département et l'opportunité offerte par Batera d'appeler à une consultation populaire pour trancher le débat. Enbata s'en est fait l'écho la semaine dernière. On ne refuse pas l'exercice de la démocratie de proximité lorsqu'il se présente, ont-ils dits. D'autant que le recueil des 46.000 signatures est organisé avec rigueur. Les signa-

- Max Brisson, le patron de l'UMP, premier Vice-président du Conseil général, trouve particulièrement inopportune la relance de l'initiative de Batera, et ceci pour deux raisons:
- 1) D'abord parce qu'elle est réintroduite au moment où l'ensemble des forces vives du Pays Basque réfléchit à l'élaboration d'une stratégie de développement dans le cadre de la démarche Pays Basque 2020 et qu'ils auront dans quelques mois à négocier avec tous les échelons de décision (Europe, Etat, région, département, Communauté d'agglomération) le financement des actions qui auront été retenues comme prioritaires pour le développement du Pays Basque.
- 2) Ensuite parce que cette plate-forme de revendication sera obligatoirement mêlée par certains au processus de paix lancé au Pays Basque espagnol et qu'il n'est absolument pas souhaitable de faire le moindre amalgame entre notre propre développement et les relations que les Basques du Sud entendent nouer avec l'Etat central espagnol. Chacun doit rester maître chez lui, ce qui n'exclut pas, bien au contrai-

tures sont individuelles, sur un bulletin où figurent le nom, l'adresse et le bureau de vote du pétitionnaire. Ce sérieux en rassure beaucoup. Il est par ailleurs nécessaire car le décompte final devra être en adéquation avec les listes électorales pour atteindre 10% du corps électoral des Pyrénées-Atlantiques.

Malgré cela les anti-département Pays Basque écartent d'un revers de main cet appel à la voie démocratique pour vider, enfin, l'abcès qui bloque le débat public en Pays Basque dont ils ne cessent de se plaindre. Ils préfèrent confortablement s'en tenir au Niet du pouvoir central, selon eux source de toute légitimité. C'est précisément cette attitude négative venant d'en haut qui ne fait qu'entretenir un climat institutionnel délétère. En Pays Basque, comme ailleurs, on ne sortira

re, le renforcement de la coopération transfrontalière pense Max Brisson.

Sur le fond, il redit qu'un département Pays Basque n'apporterait rien dans le règlement des questions spécifiques au Pays Basque parce qu'il nécessite de construire des modes très innovantes de gouvernance à l'image de l'Office public de la langue basque regroupant dans un outil unique tous les acteurs de décision. La gestion du RMI, de l'APA, des collèges ou des routes départementales ne serait nullement différente si le Conseil général siégeait à Bayonne et non à Pau.



de ce pourrissement qu'en donnant la parole à l'électeur. Pourquoi donc se cabrer face à la solution démocratique et perpétuer le statu quo des positions acquises?

Violence ou paix, ce n'est jamais le moment

L'argumentaire anti-département évolue peu. On n'oppose plus, depuis la décentralisation de Raffarin, la ringardise du département, vieux de deux siècles, appelé à s'effacer devant la modernité de la région récemment apparue. Et pour cause, jamais le département n'a autant contribué à l'aménagement du territoire. Il est bien plus fort aujourd'hui qu'hier. Alors, les opposants, à la mémoire courte, reprennent les arguments de toujours en les adaptant à la situation actuelle en Pays Basque. Ainsi, rien ne pouvait être fait tant que la violence avait cours en Hegoalde. Comme on y parle présentement de paix alors, il ne faut pas créer d'amalgame entre les débats et consultations au Sud de la Bidassoa et le référendum pour un département. Qu'il y ait violence ou paix au Sud, ce n'est jamais le moment. Et puis à quoi ça sert une collectivité territoriale Pays Basque puisque nous avons désormais les outils sur mesure pour le développement économique et la défense de l'euskara? En organisant un référendum les énergies se dispersent au lieu de s'impliquer dans la démarche prospective Pays Basque 2020 et le GIP euskara. Comme si les tenants de la création du département n'en étaient pas les premiers acteurs, souvent le moteur et les cadres gestion-



Pour illustrer cette courte réflexion d'étape voici les prises de position de MM Max Brisson, 1^{er} Vice-président du Conseil général et Michel Veunac, adjoint au maire de Biarritz, parues dans le Journal de Biarritz.

- Michel Veunac, le patron de l'UDF au Pays Basque, ne signera pas la pétition de Batera et cela pour trois raisons:
- 1) Tout d'abord Michel Veunac pense que l'avenir du Pays Basque français se jouera dans les années à venir au sein de *«Pays Basque 2020»* dont le travail, la dynamique et la prospective seront plus utiles à notre pays qu'un département qui n'apportera rien à ses yeux si ce n'est qu'une structure administrative de plus.



- 2) Il pense qu'un choix binaire qui consisterait à voter Oui ou Non à l'idée d'un département ne fera que provoquer une division entre les habitants du Pays Basque et que la solution qu'il faut proposer doit absolument unir et non pas diviser.
- 3) Il regarde avec beaucoup d'espoir le processus de paix engagé de l'autre côté et il pense qu'une pareille consultation populaire en Pays Basque français, aujourd'hui, ne ferait qu'entraîner une grave confusion dans l'esprit des gens et des observateurs qui ne servirait en rien l'avenir du Pays Basque et pourrait être dommageable à ce processus de paix enfin engagé en Pays Basque espagnol.

d'incarcération... Peio de la Vega a connu, en deux fois, cinq ans de prison. Enfin Felipe Gonzalez (Banos!) est sorti après 17 ans !

Domingo Aizpurua «Pitxas», libéré le 14 mars en raison d'une grave maladie, a été chaleureusement reçu le 30 avril à Saint Jean Pied de Port. Il avait été arrêté le 21 mars 2003 à Mauléon, mais avait connu auparavant deux fois la prison et, en 1999, la torture.

■ Découverte d'une fosse commune. Un document trouvé par hasard dans les archives de l'historien navarrais José Maria Jimeno Jurio par son fils Roland a permis de localiser le cimetière du fort Sans Cristobal où furent enterrés 73 prisonniers morts entre 1941 et 1943 dans le pénitencier du mont Ezkaba, en Navarre. Les corps sont ceux d'anti-franquistes, morts d'épuisement, de faim et de froid, originaires de 21 provinces d'Espagne.

On n'y trouve pas de Navarrais, mais deux Biskayens. Jimeno Jurio avait étudié le cas en 1977-1978 pour l'hebdomadaire «Punto y hora de Euskal Herria», mais un attentat de la triple A et

des menaces de mort du groupe fasciste l'avaient conduit à abandonner l'investigation.

Autre accident dû à la dispersion. Un ami du preso bilbaino Aitor Lorente a subi le 29 avril un accident de la circulation alors qu'il rentrait d'une visite à la prison galicienne de Curtis, où Lorente se trouve. L'accident s'est produit non loin de Ribadeo, dans la province de Lugo, à quelque 800 km d'Euskal Herri. Le véhicule a heurté par l'arrière une autre voiture, lors d'un embouteillage, et a subi de graves dommages. Son conduc-

teur a été légèrement blessé.

■ Confirmation pour Sistiague. Le verdict de cinq ans de prison à l'Ustariztar Joël Sistiague a été confirmé le 4 mai par la Cour d'appel de Paris. Le procès s'était déroulé le 24 mars, et le Parquet avait requis huit ans d'emprisonnement pour «appartenance à organisation terroriste», en fait des actions de type kale borroka survenues à Bayonne. Arrêté en juillet 2002, en détention préventive pendant trois ans et demi, Joël devrait être prochainement libéré

Urratsez urrats

OMMENT faire entrer l'euskara dans la vie sociale, comment le faire entrer dans l'administration? Il est bon d'évoquer ce qui se produit dans certaines mairies du Pays Basque de France ou encore lparralde.

Rappelons le travail accompli par Euskal Konfederazioa qui a signé des accords avec un certain nombre de conseils municipaux afin que les délibérations prises par les édiles soient transcrites aussi bien en français qu'en basque et affichées en bonne et due forme dans les endroits prévus pour cela. D'autre part la convention signée prévoit des cours de langue basque pour les employés municipaux qui le désireraient, que ce soit en initiation ou en perfectionnement. AEK est officiellement habilité pour dispenser ces cours. Comment ne pas saluer l'initiative fort heureuse de la mairie d'Hendaye qui a créé un poste de traducteur (une traductrice en l'occurrence) pour effectuer ce travail.

Il ne fait aucun doute que dans certains villages les discussions se font aussi bien en basque qu'en français, marquant ainsi l'égalité entre les deux langues. Plus visible encore la signalétique sur les routes du Pays-Basque et dans un bon nombre de villes et de villages. Certes, il existe encore des réticences, mais arrivera le jour où cette signalétique

Jean Haritschelhar

sera généralisée.

Moins voyant, mais cependant réel, le mariage en basque fait partie de ces avancées linguistiques. Il y a quelques années Euskaltzaindia, l'Académie de la



«Voyons le chemin parcouru, celui à parcourir. L'avenir nous appartient»

langue basque, a fait parvenir à toutes les mairies une circulaire qui indiquait la manière de marier en basque, avec la traduction des quatre articles du code civil et les demandes faites par l'officier de l'état civil.

Des critiques ont fusé; certains parlaient d'illégalité, d'autres de nullité. Allons donc! Il s'agit tout au contraire d'un acte de liberté. En effet l'officier d'état civil n'impose pas, mais propose chacune des deux langues. Le futur couple a la liberté de choix, de la même manière qu'il l'a à l'église si, du moins, il y a mariage religieux.

D'autre part, contrairement aux examens où l'écrit précède l'oral, il se trouve que dans la cérémonie du mariage l'oral vient en premier devant deux personnes qui prennent, en pleine connaissance de cause, l'engagement de s'unir. Qu'ils disent "oui", ou "bai" revient exactement au même. Après quoi, l'officier d'état civil lit la transcription en français dont on sait qu'il est la langue de la République depuis relativement peu d'ailleurs, de l'acte de mariage qui est signé par lui-même, les conjoints et les témoins. C'est lui qui fait foi, qui apporte la légalité. Viendra le moment, certes lointain car je ne me berce pas d'illusions, où ce même acte de mariage sera transcrit aussi en basque.

De la même manière, il faudra bien qu'un jour la Poste devenue une banque accepte, comme le font d'autres banques, les chèques rédigés en basque et qu'elle se mette à éditer des chéquiers bilingues. Ce ne serait une révolution que pour les jacobins français.

Voyons le chemin parcouru, celui qui reste à parcourir, mais, patiemment, continuons-le, urratsez urrats. L'avenir nous appartient.

Sur votre agenda

Maiatza:

✓ Samedi 13, 16h, BIARRITZ (auditorium de la Médiathèque). Poèmes d'Itxaro Borda.

√ du samedi 13 au samedi 21, BIARRITZ. Festival de la Photo-vidéo.

✓ Dimanche 14, St Pée sur Nivelle (autour du lac). Herri Urrats.



✓ Lundi 15 et mardi 16, BAYONNE (Faculté, 23-31 cours comte de Cabarrus). «Bayonne carrefour des langues et des cultures», organisé par Eusko lkaskuntza.

✓ Mercredi 31, BIARRITZ (Maison des associations). Réunion publique d'information sur la campagne Batera — 46.000 signatures.

■ *Enbata*, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46. 11.16. Fax: 05.59.46. 11.09. Abonnement d'un an: 55€. Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz. Impr-imerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne. Commission paritaire n°1010 G 87190.

Sommaire -

Courrier

De J-L. Davant à Beñat Castorène

A Munduteguy in fine à l'aéroport Fontarrabie et au devenir d'Hendaye

REUVE, si besoin était, de la faiblesse du Pays Basque Nord par rapport au Pays Basque Sud:

— Munduteguy (précurseur de la course au grand large en Pays Basque) avait dû se résoudre à chercher des financements au Sud, le Nord n'ayant ni les moyens ni l'ambition de lui faire porter sur les océans nos couleurs basques de France.

Hélàs, et cela confirme bien la justesse et la clarté des propos de B. Castorène, les responsables du gouvernement de l'autonomie basque font marche arrière et refusent de financer l'opération de Munduteguy —absence totale du respect des engagements pris— (avenir compromis pour les rêveurs).

Comme d'ailleurs le désengagement de Fagor à St Jean de Luz a obéi à des lois économiques et non ethniques, en son temps.

— De la même manière, les Basques du Sud (castillans jusqu'au bout des ongles, quoique l'on veuille faire accroire le contraire) ces Basques du Sud, dis-je, outrepassant toute logique, tous droits, veulent agrandir l'aéroport de Fontarrabie — donc diminution de la surface de la baie de Chingudy, avec des risques écologiques et danger accru pour la population hendayaise— (crues, crashs, etc.). Et le respect du Traité des Pyrénées?

— Le maire d'Hendaye, amiami avec les socialistes du Sud (comment ne le serait-il pas?), faisant tout pour qu'Hendaye devienne un quasi-territoire espagnol, est bien mal récompensé. Pourtant, dans la lignée de ses deux prédécesseurs, il brade le territoire des Hendayais aux Espagnols.

Il suffit de revenir dans cette ville (berceau de ma longue lignée familiale) pour s'en rendre compte (et aussi de consulter l'annuaire du téléphone). Et que réserve l'opération entre-deux ponts contrôlée à 100% par l'expatron du Real de Madrid, à l'usage des Espagnols quasi exclusivement (encore un Castillan).

N'en déplaise à beaucoup la

Bidassoa, depuis des temps immémoriaux, est une frontière naturelle et les Hendayais, au fil des siècles en ont su quelque chose, parce qu'ils l'ont supporté dans leur chair, dans leurs biens. A titre personnel, je supporte mal cette mainmise et ce besoin d'hégémonie viscéralement ancrés au Sud.

Il faut cesser de rêver — nous ne ferons jamais le poids seuls, face au Sud.

Et puis dans une hypothèse (purement utopiste) aucun des deux Etats n'acceptera jamais la création d'un Etat indépendant basque.

Qui financerait, pour ceux du Nord, l'assistance, les R-mistes, les chômeurs, la santé, tous les avantages acquis, tous les retraités, les subventions, les aides, les primes, etc. si nous devenions (utopie, je le répète) citoyens de cet Etat basque. Arrêtons de rêver et de faire accroire aux délices des jardins du Sud.

Un département basque en France, oui!

Georges Eguimendya